



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



[Page d'accueil](#) > [Ressources](#) > [Salle des nouvelles](#) > [Communiqués](#)

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

[2008](#) | [2007](#) | [2006](#) | [2005](#) | [2004](#) | [2003](#) | [2002](#) | [2001](#) | [2000](#)

21/03/2002

Selon la CCDP, il ne faut pas forcer la population canadienne à choisir entre la sécurité et les droits de la personne

OTTAWA, le 21 mars 2002- Les droits de la personne ont été le point de mire l'automne dernier, quand le gouvernement fédéral a déposé un projet de loi antiterroriste après les attentats du 11 septembre. Les Canadiens ont alors déconseillé au Parlement de sacrifier leurs droits sur l'autel de la sécurité nationale, ainsi que le souligne le Rapport annuel 2001 de la Commission canadienne des droits de la personne.

La Commission a déposé aujourd'hui au Parlement son rapport annuel et son rapport sur l'équité en matière d'emploi. Heureuse coïncidence, le 21 mars est aussi la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

En plus de faire part de ses préoccupations au sujet de la réaction du gouvernement aux activités terroristes du 11 septembre, la Commission a également souligné dans son rapport annuel la nécessité grandissante de réformer sa loi habilitante. Le mandat et la structure de la Commission, qui ont maintenant près de 25 ans, ont grand besoin d'être modernisés. Comme l'indique le rapport, « La protection et la promotion des droits de la personne sont devenues des fonctions beaucoup plus difficiles et complexes [...] [Il] reste très peu [de ressources] pour la tâche [...] de prévenir la discrimination [...] ».

Au chapitre des activités de protection des droits de la personne, la Commission a reçu 1 485 nouvelles plaintes de discrimination en 2001. Les travaux relatifs à 1 561 plaintes ont été menés à terme au cours de cette période. Comme par les années passées, la discrimination fondée sur la déficience a engendré le plus grand nombre de plaintes, soit 37 % du total. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à l'an 2000.

Aux termes de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, qui exige des employeurs relevant de la compétence fédérale qu'ils fassent la promotion de l'équité en milieu de travail pour les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles, la Commission effectue des vérifications auprès de ces employeurs pour déceler les obstacles à l'embauche des membres de ces quatre groupes. Le rapport sur l'équité en matière d'emploi de 2001 indique qu'il reste encore beaucoup à faire, mais que des signes encourageants de progrès ont été constatés au sein de la fonction publique pour les quatre groupes désignés. La Commission participe activement à un examen approfondi de la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Ce printemps, elle déposera ses recommandations au Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, de la Chambre des communes.

2008-023271

Dernière mise à jour : 2004-02-27